

Cheminot-e-s et intermittent-e-s montrent la voie !

L'organe quasi officiel des franges les plus réactionnaires de la bourgeoisie, Le Figaro, annonce clairement la couleur dans un de ses articles : *"Réforme ferroviaire donc, mais aussi réforme territoriale, pacte de compétitivité... Le président de la République, qui assume désormais pleinement sa ligne réformiste, juge capital de montrer que l'on peut collectivement réformer le pays, avancer"*.



Pour une fois, on peut y souscrire : si Hollande et son gouvernement subissent une défaite de la part des cheminot-e-s et des intermittent-e-s, c'est l'ensemble de leur politique qui sera mise en difficulté. Pour la bonne et simple raison qu'une victoire pour les travailleur-e-s de ce secteur représenterait un formidable encouragement pour les luttes de tous les autres secteurs... en montrant que oui, par la lutte et par la grève, par l'affrontement central avec ce gouvernement, il est possible de gagner !

Ces batailles constituent donc des enjeux majeurs pour tout le salariat. La première tâche des militant-e-s du mouvement ouvrier est donc d'organiser la solidarité concrète avec ces deux luttes : en agissant pour que les organisations syndicales à tous les niveaux prennent publiquement position en soutien à ces mobilisations, afin de déjouer les manœuvres gouvernementales et notamment celles voulant affoler la population concernant le déroulement du bac (alors que c'est ce même gouvernement qui attaque les diplômes nationaux, et notamment le bac !). Qui dit "solidarité concrète" dit aussi solidarité politique et financière : soutien financier aux grévistes et/ou participation à d'éventuelles caisses de grève, délégations d'organisations syndicales ou d'AG de travailleur-e-s en direction des AG de cheminot-e-s et intermittent-e-s...

Ces derniers jours l'attention s'est focalisée sur la grève cheminote. Et à juste titre : pour le gouvernement qui entend faire passer sa "réforme ferroviaire" (autrement dit l'ouverture à la concurrence dans le cadre de l'Union Européenne, la casse du statut des cheminot-e-s et l'accélération des suppressions de postes) par un vote de l'Assemblée à partir du 17 juin, cette grève constitue une menace mortelle.

La grève cheminote, survenue après deux journées d'action, s'inscrit dans les meilleures traditions de la lutte de classe :

- par sa puissance – inattendue même par certaines directions syndicales – et sa capacité à "tenir" dans le cadre d'une reconduction du mouvement, elle montre une volonté de lutte des salarié-e-s qui s'impose même aux directions syndicales

- par son auto-organisation : chaque jour, la grève est reconduite par des AG massives
- par la clarté de ses revendications : retrait de la "réforme ferroviaire", réunification de la SNCF en un seul service public et refus de l'ouverture à la concurrence qui mènerait à des catastrophes sociales et écologiques... et imposer des négociations sur la base des revendications des travailleurs.

En même temps, elle se heurte à des obstacles, tous ceux que rencontrent les travailleur-e-s en lutte. Car outre le gouvernement et le système médiatique à ses ordres, le rôle réel des directions syndicales bureaucratiques apparaît crûment quand la situation sociale se tend.

Ainsi, le rôle d'auxiliaire direct de la politique gouvernementale est immédiatement visible en ce qui concerne la direction de la CFDT et celle de l'UNSA.

Mais alors même que les militantEs de base de la CGT se battent tous les jours pour animer et étendre la grève, pour battre la réforme gouvernementale, le secrétaire général de la CGT Thierry Le Paon déclare dans **Le Parisien** du 14 juin : "*La CGT n'a jamais demandé le report ni le retrait du projet de loi*". N'est-ce pas de la part de la part de ce bureaucrate un coup de poignard dans le dos aux travailleur-e-s en grève, et une offre de service au gouvernement en abandonnant la principale revendication des grévistes ?

De même, le dirigeant de la fédération des transports CGT n'avait-il pas trouvé des points positifs aux nouvelles propositions gouvernementales après la première journée de grève... avant que les AG ne lui imposent de revenir à une position plus correcte et de les rejeter ?

Ces quelques exemples suffiraient à eux seuls à démontrer qu'il est nécessaire pour les militants révolutionnaires :

- de veiller au développement de l'auto-organisation, et au respect des décisions des AG souveraines par les directions syndicales (y compris par la mise en place de coordinations des AG à tous les niveaux avec délégué-e-s mandaté-e-s, où les travailleurs décident des revendications et formes d'action, mais aussi contrôlent ceux et celles qui s'expriment et négocient en leur nom)
- d'agir pour empêcher l'isolement de la grève des travailleur-e-s de la SNCF par le gouvernement mais aussi par les directions syndicales bureaucratiques : en organisant la solidarité matérielle et politique, mais aussi en portant la perspective d'une mobilisation d'ensemble des organisations syndicales aux côtés des travailleur-e-s en grève
- d'aider les travailleur-e-s à se réapproprier leurs syndicats pour en faire des outils au service des luttes; un premier pas en ce sens pourrait être la participation à la mise en place de tendances lutte de classe et antibureaucratiques

Mais au-delà de ces urgences - dont la réalisation constituerait un grand pas - se pose

la question de la perspective politique. Car oui, il est possible de battre le gouvernement par l'action directe des masses, et oui il est donc possible d'en finir avec lui... mais pour faire quoi ?

Les réponses politiques fournies par le PS au pouvoir; sont discréditées auprès des travailleur-e-s. Les réponses réformistes offertes par le Front de Gauche ont montré leur impasse : la "*révolution citoyenne*" est un leurre.

Mais il ne suffit pas que ces forces soient incapables de fournir une perspective politique pour les salarié-e-s, pour que celles-ci et ceux-ci se tournent mécaniquement vers les anticapitalistes en général et le NPA en particulier. Encore faut-il leur offrir une vraie perspective justement. Sinon, d'autres s'y emploieront. C'est par exemple ce que fait le FN dans un de ses communiqués : ne réussissant quand même pas à dissimuler complètement sa nature réelle du fait de ses remarques anti-syndicale... il développe une argumentation politique claire qui peut toucher les travailleur-e-s, axée sur la critique d'une politique de démantèlement des services publics appliquant les directives de l'Union Européenne (*"Les conséquences d'une telle libéralisation sont connues d'avance : augmentation des tarifs, baisse de la sécurité et surtout suppression des axes les moins rentables (province et ruralité principalement). En cas d'application stricte des règles européennes, cette issue est inévitable. Pire, appelée à être concurrencée exclusivement sur ses axes les plus rentables, la situation financière de la SNCF ne pourra que se dégrader"*).

C'est pourquoi il est urgent pour les militant-e-s révolutionnaires de ne pas se limiter à des revendications syndicales mêmes justes et même si elles constituent une première étape vitale, mais aussi d'avancer leurs propres mots d'ordre :

- retrait immédiat du projet gouvernemental, réunification de la SNCF en un seul service public ; retrait de la convention UNEDIC concernant les chômeur-e-s et intermittent-e-s
- pour la grève générale, Tous/toutes ensemble en même temps, contre ce gouvernement et sa politique
- pour un gouvernement des travailleur-e-s, appuyé sur la lutte des classes, qui satisfasse es revendications immédiates des travailleur-e-s (abrogation de toutes les contre-réformes réactionnaires, rupture avec l'Union Européenne et ses directives de libéralisation, etc.) et engage la rupture avec le capitalisme.

Octarine, le 16 juin 2014